

Bruno Tertrais

Directeur adjoint, Fondation pour la recherche stratégique

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

La guerre nucléaire est-elle possible ? A propos du livre d'Annie Jacobsen *Guerre nucléaire. Un scénario*

Peut-on imaginer la manière dont se déroulerait précisément une guerre nucléaire ? Voilà un sujet dont les plus âgés des lecteurs sont déjà familiers, grâce notamment aux films *Le Jour d'après* (1983), *WarGames* (1983) et *Threads* (1984). Toutefois, depuis la fin de la Guerre froide, la probabilité d'un conflit nucléaire à l'échelle mondiale était jugée tellement faible qu'elle ne faisait plus l'objet de débats et encore moins de scénarisations de ce type.

Depuis le début de la décennie actuelle, et surtout depuis le 24 février 2022, les armes nucléaires sont revenues à l'ordre du jour, parce que la guerre en Ukraine est un conflit « en ambiance nucléaire ». Autrement dit, si la Russie a pu se permettre d'engager une telle opération sans crainte de subir les foudres occidentales, c'est bien parce qu'elle possède l'arme nucléaire. Et, à l'inverse, c'est parce que les pays de l'OTAN – États-Unis, France, Royaume-Uni en tête – sont protégés par elle qu'ils s'autorisent à aider massivement l'Ukraine. Ensuite, bien sûr, parce que l'on craint un éventuel recours à cette arme par Vladimir Poutine.

Ce n'est donc pas un hasard si le livre de la journaliste américaine Annie Jacobsen *Guerre nucléaire. Un scénario* sort aujourd'hui¹. Au centre de cet ouvrage, la notion de guerre nucléaire, conséquence directe de l'échec de la dissuasion, ce mécanisme psychologique censé justement l'empêcher.

¹ Annie Jacobsen, *Guerre nucléaire. Un scénario*, Denoël, 2024.

L'arme nucléaire a-t-elle prévenu la guerre ?

La dissuasion nucléaire a-t-elle prévenu jusqu'ici une guerre mondiale ? Valider cette hypothèse est difficile. La dissuasion – nucléaire ou non-nucléaire – ne se « décrète » pas : seule la partie dissuadée peut dire... qu'elle l'est. Elle ne se « démontre » pas non plus : il est impossible d'attribuer avec certitude la causalité de l'absence d'un fait. Mais l'on peut trouver des indices de validité du raisonnement dissuasif. Les arguments les plus convaincants relèvent de la « preuve par l'absence »².

Premièrement, il s'agit de l'absence de toute guerre ouverte entre les grandes puissances du moment depuis 1945 et, plus largement, celle de tout conflit majeur entre pays disposant de l'arme nucléaire. Car, dans l'ensemble, l'on peut dire que « les États nucléaires ne se font pas la guerre ». Le seul cas où les forces américaines et soviétiques se sont affrontées directement est la guerre de Corée de 1950-1953, mais les pilotes soviétiques volaient alors sous les couleurs de la Corée du Nord ou de la Chine. La crise sino-soviétique de l'Oussouri (1969) ne fut pas, quant à elle, une vraie guerre. On peut également montrer qu'entre deux adversaires qui se dotent de l'arme nucléaire, le risque d'une guerre à grande échelle diminue. Alors que l'Inde et le Pakistan se sont battus en 1948, en 1965 et en 1971, aucune guerre n'a plus eu lieu entre eux depuis 1999. La Chine et l'Inde ont connu un affrontement important en 1962, mais se sont limitées à des escarmouches depuis lors.

Un autre argument en faveur de l'efficacité de la dissuasion est une certaine retenue adoptée par les États non nucléaires face à un pays disposant de cette arme. Le fait est qu'aucun pays nucléaire n'a jamais été envahi, ni son territoire l'objet d'une attaque militaire majeure. La guerre du Kippour de 1973 et celle des Malouines de 1982 sont souvent proposées comme contre-exemples, mais la démonstration reste peu convaincante. En effet, en 1973, l'Égypte limita délibérément ses opérations au Sinaï occupé. Les îles Malouines, envahies par l'Argentine en 1982, étaient un territoire autonome dont rien n'indique qu'il était concerné par la dissuasion.

L'acquisition d'armes nucléaires réduit le risque d'attaque : elle inhibe la prise de risque des pays non nucléaires. Les quelques exceptions qui ont pu se produire ne sont pas de nature à invalider la règle. En 1991, Israël avait été visé par une quarantaine de tirs de missiles irakiens et, plus près de nous (2024), par quelque 300 missiles et drones iraniens. Mais le « seuil nucléaire » – le moment où un État ouvrirait le feu nucléaire – israélien est particulièrement élevé, et les États attaquants le savaient probablement (et dans le cas iranien, tout avait été fait pour qu'Israël puisse intercepter la majorité d'entre eux). Par ailleurs, aucun État non nucléaire couvert par une garantie (« parapluie ») nucléaire n'a jamais été la cible d'une attaque militaire majeure.

Certains experts et anciens responsables haut placés sont persuadés que seule la « chance » peut expliquer l'absence d'explosion nucléaire depuis 1945. L'un des arguments dans le débat nucléaire consiste ainsi à avancer que le monde est passé à plusieurs reprises à deux doigts de la catastrophe. Cette lecture pessimiste est contestable. Elle ne tient pas compte des résistances qui semblent s'être manifestées dans les circonstances précitées, en temps de crise ou en cas de fausse alerte, dans l'esprit des responsables politiques ou militaires concernés. Elle omet l'hypothèse la plus simple : les chefs d'État et de gouvernement ont toujours reculé, même si ce

² Ces arguments sont développés dans Bruno Tertrais, *Pax Atomica. Théorie, pratique et limites de la dissuasion*, Editions Odile Jacob, 2024.

fut parfois presque au dernier moment, devant la terrible décision d'avoir recours à cette arme. Dire « à deux doigts » de la catastrophe néglige une dimension cruciale : dans l'escalade, la marche nucléaire serait la plus haute. On peut débattre de ce que l'on appelle la « chance », mais le fait reste que l'absence de détonation a été causée par des décisions humaines : celle de ne pas employer l'arme ; celle de ne pas considérer une fausse alerte comme une attaque ; celle d'installer des dispositifs de contrôle et de sécurité redondants.

Le fait est que la « tradition de non-emploi » s'est imposée très tôt. Dans la plupart des cas, si les armes nucléaires n'ont pas été utilisées, c'est tout simplement parce que les protagonistes se sont gardés de mettre en cause les intérêts les plus essentiels de leurs adversaires. Soit parce qu'ils ne l'ont jamais envisagé, soit parce qu'ils n'en avaient pas la capacité, soit parce que la dissuasion a fonctionné. Dans certains cas, en particulier, il s'agissait très probablement d'un bluff.

La dissuasion nucléaire a donc sans doute été une clé, et peut-être « la » clé, de la paix entre les grandes puissances depuis 1945. Ce mécanisme semble également expliquer l'absence d'attaques militaires de grande ampleur contre les pays protégés. Sans armes nucléaires, Washington aurait hésité à garantir la sécurité en Europe, et serait peut-être revenu à l'isolationnisme, et sans la protection des États-Unis, la tentation pour Moscou de s'emparer de territoires en Europe occidentale aurait été plus forte.

Un « nouvel âge nucléaire », vraiment ?

Mais si tel est bien le cas, peut-on affirmer que la dissuasion continuera bien à jouer ce rôle à l'avenir ?

L'ordre nucléaire repose sur un cadre de limitation du nombre d'États détenteurs et de limitation des armements. Or celui-ci s'érode. Bien des pays parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), faisant valoir leur frustration quant au non-respect, selon eux, des engagements de désarmement pris par les puissances nucléaires, ont souscrit au « Traité sur l'interdiction des armes nucléaires » entré en vigueur en 2021. Quant à l'instrument destiné à prévenir une nucléarisation de l'Iran, le *Joint Comprehensive Plan of Action* (2015), il est désormais caduc. Les instruments de limitation des armements disparaissent les uns après les autres : Moscou a suspendu son application du traité *New START* et révoqué sa ratification du Traité sur l'interdiction complète des essais ; quant aux États-Unis, ils se sont retirés du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), tirant argument des violations de ce Traité par la Russie. Pourtant, la retenue semble encore l'emporter. Aucun État ne s'est retiré du TNP, à l'exception de la Corée du Nord en 2003, dans des conditions juridiques discutables. La même Corée du Nord est la seule à procéder à des essais depuis 1996. Enfin, il n'est guère approprié de parler de « nouvelle course aux armements ». Tous les États continuent de moderniser leurs arsenaux, et, en Asie, les acteurs nucléaires ne sont pas encore parvenus à ce qu'ils estiment être un niveau de « suffisance ». Mais on est très loin de retrouver les dynamiques de la Guerre froide en termes de rythme de production d'armes. Rappelons qu'au pic de celle-ci, Washington et Moscou disposaient ensemble de plus de 70 000 armes nucléaires.

La dissuasion nucléaire pourrait-elle devenir obsolète car concurrencée par des moyens militaires alternatifs, offensifs (moyens hypersoniques précis...) ou défensifs (défenses antimissiles) ? En dépit de la rapidité des développements technologiques contemporains, rien ne prouve qu'un autre instrument militaire puisse se substituer à l'arme nucléaire, qui reste singulière non seulement par ses effets, mais aussi par « l'aura de terreur » qui l'entoure, du fait

notamment des ravages de la radioactivité. Parce qu'elle met en jeu les composants les plus élémentaires de la matière, aucune autre technologie, à l'horizon prévisible, n'offre la même combinaison de destruction instantanée à grande échelle, aussi redoutable et prévisible. L'efficacité de la dissuasion repose justement sur ce pronostic très précis des horreurs qu'apporтерait un échange nucléaire.

D'autres évolutions modifient le cadre de la dissuasion, mais pas au point de rendre ses conditions d'exercice fondamentalement différentes. Les puissances nucléaires développent des moyens hypersoniques, qui réduiront le temps de vol et la prévisibilité des missiles nucléaires. Encore convient-il de rappeler que les têtes de missiles balistiques vont déjà à une vitesse hypersonique... Certains analystes avertissent que la précision et la rapidité des missiles futurs pourraient rendre les frappes désarmantes plus facilement réalisables que par le passé. Toutefois, ce scénario reste hypothétique. La Chine et la Russie pourraient être tentées, en dépit de l'interdiction qui existe à ce sujet, de placer des armes nucléaires dans l'espace pour garantir la survie de leur arsenal et pour pouvoir « surprendre l'adversaire », mais cet effort serait sans doute surdimensionné car coûteux pour un résultat incertain. Les nouvelles technologies – capteurs, intelligence artificielle – pourraient-elles permettre de détecter les sous-marins, dont la discrétion garantit actuellement l'existence de « capacités de frappe en second », un fondement de la stabilité stratégique ? C'est peu probable. Quant à la crainte de voir les moyens de commandement nucléaire neutralisés par des attaques cybernétiques, elle est sujette à caution : leurs réseaux, outre qu'ils sont particulièrement bien protégés, sont généralement inaccessibles de l'extérieur.

Un autre risque est celui de la « banalisation » de l'arme nucléaire. En 2005, dans son discours d'acceptation du prix Nobel d'économie, Thomas Schelling s'étonnait de ce que les armes nucléaires n'aient pas été utilisées depuis 1945. Son pessimisme, hérité de la Guerre froide, nous paraît inapproprié. La tradition de « non-utilisation » semble solide. Elle s'est même universalisée. Aujourd'hui, la dissuasion est la fonction militaire unique des armes nucléaires : plus aucun État ne considère ces armes comme des moyens de « bataille » ou d'« emploi ». Tous les pays réputés disposer de l'arme nucléaire affirment avoir une stratégie de dissuasion. En dépit de leurs rodomontades, ni Vladimir Poutine, ni Kim Jong-un, ni Donald Trump n'ont jamais semblé être sur le point d'appuyer sur le bouton.

La guerre en Ukraine n'a pas invalidé les postulats de la dissuasion. Il est probable que la possession d'une capacité nucléaire ait rendu la Russie plus confiante dans l'engagement délibéré d'une opération militaire majeure aux frontières des pays de l'OTAN. De même peut-on dire qu'elle a contribué à la retenue des pays alliés dans leur assistance à l'armée ukrainienne. L'image des affrontements indirects de la Guerre froide, de la Corée à l'Afghanistan, n'est pas hors de propos. On voit, certes, avec l'invasion russe une illustration spectaculaire de ce que l'on avait appelé, au début des années 1990, la « sanctuarisation agressive » : un État s'abrite derrière son parapluie nucléaire pour agresser un pays non protégé par cette arme. On avait vu ce concept à l'œuvre en Asie avec les actions de la Chine (1969), du Pakistan (1999) et de la Corée du Nord (2010), mais aussi en Europe avec celles de... la Russie depuis 2008. Toutefois, contrairement à ce qu'une lecture hâtive des déclarations russes a parfois pu faire croire, Moscou ne s'est pas montrée particulièrement menaçante au cours de la guerre en Ukraine, les déclarations des rares responsables russes autorisés à s'exprimer étant presque toujours parfaitement en phase avec la doctrine russe déclarée, qui fait état d'un seuil nucléaire assez élevé. La configuration et la posture des forces sont restées cohérentes avec cette doctrine, de même que les exercices conduits depuis plus de deux ans. La décision spectaculaire, le 27 février 2022, de placer toutes les forces stratégiques russes dans un « régime spécial de

combat » n'avait pas débouché sur une élévation du niveau d'alerte des forces nucléaires : il s'agissait essentiellement, semble-t-il, d'une mesure de précaution.

Bien entendu, un excès d'optimisme dans le domaine nucléaire serait tout aussi inconsidéré que le catastrophisme dont font preuve de nombreux commentateurs. Les conditions d'exercice de la dissuasion nucléaire évoluent. Le nombre d'acteurs dotés de l'arme nucléaire est plus élevé (neuf) qu'à la fin de la Guerre froide (six). Cette multipolarité nucléaire grandissante pourrait rendre la dissuasion plus problématique. Si la dissuasion à deux est souvent considérée comme une partie d'échecs, la dissuasion à plusieurs pourrait être une partie de poker dans le meilleur des cas, une partie de roulette russe dans le pire. Cela est d'autant plus vrai que les arsenaux nucléaires en Asie se renforcent rapidement, sans pour autant être mûrs au point de pouvoir garantir une certaine stabilité stratégique. Et, surtout, que plusieurs des acteurs nucléaires – la Russie, la Chine, le Pakistan, la Corée du Nord – semblent particulièrement enclins à la prise de risque stratégique : or quand bien même ils resteraient prudents dans le domaine nucléaire, leurs initiatives pourraient déboucher sur des crises difficilement contrôlables. Aussi serait-il irresponsable, par exemple, de négliger l'éventualité d'un emploi délibéré par le Kremlin, notamment si le régime vacillait. Même s'il n'est pas totalement certain qu'il suffirait au président russe de donner l'ordre d'ouverture du feu nucléaire – il est le seul habilité à le faire, comme ses homologues français ou américain – pour que cet ordre soit effectivement mis en œuvre jusqu'au bout de la chaîne de commandement : des officiers subalternes chargés de son exécution pourraient peut-être refuser d'agir. L'émergence de la Chine comme puissance nucléaire majeure pose des questions nouvelles et, pour les Occidentaux, l'équilibre stratégique pourrait bientôt ressembler à un « problème à trois corps ». Enfin, la montée en puissance des défenses antimissiles pourrait rendre plus complexe le calcul offense/défense.

Mais tout cela ne crée pas nécessairement les conditions d'un « nouvel âge nucléaire ». Au fond, les éléments et les codes de la dissuasion nucléaire restent inchangés. Seul un effondrement du TNP à la suite d'un retrait de l'Iran est susceptible d'altérer fondamentalement le cadre de la dissuasion à court et moyen termes. Quant à un « troisième emploi » de cette arme, après Hiroshima et Nagasaki, il ferait connaître au monde un véritable saut dans l'inconnu.

Un roman plutôt qu'un essai

C'est, justement, l'objet de *Guerre nucléaire. Un scénario*. Salué par la critique aux États-Unis, l'ouvrage d'Annie Jacobsen est unique en son genre. Il relève à la fois de la fiction et du documentaire, avec de nombreuses références techniques et historiques présentées sous la forme d'encadrés ou d'inserts. La prose est sèche et nerveuse, les personnages peu détaillés : l'aspect fictionnel du livre n'est là qu'en support de la description, en 400 pages, des 72 minutes qui séparent, dans son scénario, la paix de la destruction totale.

Tout commence par un tir de deux missiles nord-coréens sur les États-Unis. L'attaque est ce que l'on appelle dans le domaine militaire un « coup de tonnerre dans un ciel bleu », sans qu'aucune crise ou événement l'ait laissé prévoir. Kim Jong-un, ou son successeur, serait-il susceptible de commettre un tel acte ? Cela supposerait qu'il soit suicidaire. Rien dans le comportement des dirigeants nord-coréens, depuis la fondation de la République démocratique et populaire de Corée, ne laisse entendre que ce soit le cas. On dit souvent que la dissuasion ne peut pas fonctionner face à un « fou ». C'est sans doute vrai, mais les dirigeants concernés ne sont jamais « fous » : ils ont leur propre rationalité. Tout l'enjeu consiste à la comprendre.

Il n'empêche : on peut se demander quelle logique voudrait que la Corée du nord ne tire que deux missiles alors qu'elle sait très bien qu'il y aurait une probabilité non négligeable qu'au moins l'un des deux soit intercepté et que la riposte américaine serait terrible.

Ces questionnements n'invalident pas les hypothèses de l'auteure, à condition de ne pas voir *Guerre nucléaire* comme une projection réaliste. Dans le scénario que propose Annie Jacobsen, le monde est confronté à une série de décisions fatales prises par les dirigeants de puissances nucléaires – le but de la journaliste américaine étant de montrer un véritable « scénario catastrophe », menant à la pire des issues possibles.

L'enchaînement des faits est le suivant. Les défenses antimissiles balistiques américaines, pourtant conçues justement pour intercepter une poignée de missiles nord-coréens, ne font preuve d'aucune efficacité. Et voyant arriver les missiles en direction du territoire continental américain, le président des Etats-Unis prend deux décisions surprenantes.

La première est de riposter immédiatement, sans attendre la certitude que ce sont bien des missiles nucléaires, que c'est bien l'Amérique qui va être frappée, et que les armes exploseront comme prévu. C'est ce que l'on appelle le « lancement sur alerte » (*launch on warning*). Or si cette option est techniquement ouverte au président américain – au nom de la maximisation de sa liberté d'action –, la culture stratégique américaine contemporaine suggère au contraire très fortement qu'un président américain attendrait d'être certain que les explosions ont eu lieu pour réagir.

La deuxième décision surprenante est que parmi les trois types de moyens de riposte dont le président dispose – missiles sol-sol, aviation, missiles mer-sol –, il privilégie les premiers dans le but de réduire au maximum la capacité de la Corée du Nord à lancer de nouveaux missiles. Or la trajectoire balistique de ces missiles lancés depuis le nord et l'ouest du territoire américain ne peut pas être contrôlée : pour atteindre la Corée du nord, ils doivent, géographie oblige, survoler le territoire... russe. Et le président américain qu'imagine Annie Jacobsen n'y va pas de main morte : il lance pas moins de cinquante de ces missiles, auxquels s'ajoutent huit missiles multi-têtes depuis les sous-marins américains dans le Pacifique.

C'est la clé du scénario infernal proposé par Annie Jacobsen. Bien évidemment, l'administration américaine, président en tête, veut immédiatement prévenir Moscou, afin de couper court à tout malentendu. Or Moscou... ne répond pas. Et, pire, va réagir exactement comme Washington l'a fait, mettant le feu à la planète. Car ses moyens d'alerte avancée détectent, à tort, plusieurs centaines de missiles dirigés vers la Russie. Enfin, dans ce scénario, la Chine n'intervient pas (les autres puissances nucléaires non plus). Or il n'est pas absurde de supposer que, dans la réalité, elle ne resterait pas inerte face à la perspective d'une guerre nucléaire à sa porte.

Enfin, le récit suppose que la « chaîne de commandement » fonctionne parfaitement. Si la décision d'emploi incombe généralement au décideur suprême, démocrate ou dictateur, elle doit être mise en œuvre par des hommes et des femmes. Or on a pu voir un débat à ce sujet sous l'administration Trump, les plus hauts responsables militaires américains affirmant qu'ils s'opposeraient à tout ordre présidentiel « illégal ». Alors que dans le livre d'Annie Jacobsen, ces mêmes responsables sont volontiers présentés comme des va-t-en-guerre...

Au vu de la radicalité des événements décrits et de leur enchaînement discutable, *Guerre nucléaire. Un scénario* est bien davantage un roman, une projection extrême, qu'un essai visant

à coller à la réalité de l'instant présent. Mais en privilégiant la consultation d'experts favorables au désarmement, et parfois décrédibilisés, l'auteur s'expose au reproche de militantisme³. Le livre d'Annie Jacobsen pose ainsi problème tant sur le plan technique que politique, et le récit sur lequel il est basé confine à l'absurde.

Toutefois, sa valeur réside davantage dans ses descriptions techniques que dans le scénario lui-même. Le lecteur est ainsi invité à se plonger dans un exposé ultra-détaillé aussi terrifiant que techniquement plausible de ces 72 minutes. Personne d'autre n'avait, jusqu'à présent, couché sur le papier dans un ouvrage destiné au grand public le déroulement précis de la catastrophe absolue que représenterait une guerre nucléaire totale. À quelques mois du quatre-vingtième anniversaire d'Hiroshima et Nagasaki (6 et 9 août 1945), Annie Jacobsen nous rappelle l'horreur que serait un emploi massif des armes nucléaires par les grandes puissances. Paradoxalement, c'est ce tableau qui peut conforter la logique de dissuasion nucléaire : c'est parce que ces armes font peur aux dirigeants qu'elles les contraignent à une certaine retenue dans la guerre.

³ A titre d'exemple, Ted Postol (professeur émérite au MIT) est présenté dans le livre comme un expert de référence. Ses positions militantes, notamment sur les défenses antimissiles, sont pourtant connues et discutées. Rappelons que T. Postol a nié la responsabilité de l'État syrien concernant l'usage d'armes chimiques (2013, 2017).

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

Directeur de la publication : Bruno Racine

ISSN : 2273—4643

© FRS 2024 — tous droits réservés

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration sous réserve de préciser le nom et la qualité de l'auteur et la source de la citation, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG